

*Questions orales***L'AGRICULTURE****LA PROPOSITION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN OFFICE NATIONAL DE COMMERCIALISATION DU TABAC**

M. Maurice Foster (Algoma): Le ministre de l'Agriculture étant absent, monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. Aujourd'hui, des milliers d'agriculteurs des provinces maritimes et des provinces centrales sont venus sur la Colline pour réclamer que le gouvernement établisse, comme il l'a promis, un office national de commercialisation du tabac. Ils craignent en outre que le gouvernement ne les abandonne lors des négociations canado-américaines sur le libre échange.

Le premier ministre pourrait-il donner à ces agriculteurs l'assurance que le gouvernement n'entend pas sacrifier l'office national de commercialisation qu'il a promis sur l'autel du libre échange lors de ces négociations avec les États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre de l'Agriculture est justement en train d'adresser la parole à 1,500 ou 2,000 représentants du monde agricole dans le cadre de l'important forum national que représente la Conférence sur les perspectives du Canada.

Mme Copps: Écoutez!

Des voix: Chut!

M. Mulroney: Il y a de la musique dans l'air, monsieur le Président. Ce doit être à cause de Noël.

M. Gauthier: Il y a un pneu qui se dégonfle dans ce coin-là. C'est là le problème.

M. Mulroney: Vendredi dernier, à l'issue de la période des questions, j'ai eu le plaisir de rencontrer brièvement les représentants du groupe. Le secrétaire parlementaire les a rencontrés aujourd'hui, tout comme le ministre de l'Agriculture doit le faire lui-même après son exposé. Espérons qu'ils pourront trancher la question. La rencontre des agriculteurs et des entreprises est prévue pour demain. Espérons qu'ils parviendront à résoudre ce problème très difficile qui se pose depuis longtemps.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

M. Maurice Foster (Algoma): Il y a un an, monsieur le Président, le premier ministre a écrit à l'un des agriculteurs et lui a assuré qu'il ne tarderait pas à établir un office national de commercialisation. Quelle raison les agriculteurs auraient-ils de croire que le premier ministre ne manquera pas maintenant à sa promesse? Le premier ministre est-il prêt à s'adresser aux agriculteurs qui se sont réunis cet après-midi en face de l'Édifice du Centre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pourquoi le député pose-t-il sa question de façon aussi fallacieuse? Il sait pertinemment que si les choses traînent en longueur, c'est que les tribunaux sont saisis de l'affaire. Nous n'y pouvons absolument rien. Vous le savez et vous cherchez sciemment à induire la Chambre en erreur.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Retirez cela!

Mme Copps: Bottez l'hypocrite dehors.

M. Manly: Retirez cela!

M. le Président: A l'ordre! Je prie les députés de se calmer. Je dois prier le très honorable premier ministre de retirer ses derniers propos.

Mme Copps: Un hypocrite, voilà ce que vous êtes.

Une voix: A la porte!

M. le Président: Le très honorable premier ministre sait que l'expression «induire sciemment la Chambre en erreur» est antiparlementaire. Je le prie donc de bien vouloir la retirer.

M. Mulroney: Si j'ai enfreint le Règlement en utilisant le mot «sciemment», monsieur le Président, je n'hésite pas à le retirer.

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGRICULTURE**LES MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES FAILLITES**

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Il y a un certain temps, le ministre de l'Agriculture a imposé un moratoire sur les saisies agricoles effectuées par la Société du crédit agricole, et depuis lors, les agriculteurs attendent qu'il annonce d'autres mesures. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a l'intention de proposer les modifications à la Loi sur les faillites qui avaient été approuvées par tous les partis au cours de la législature précédente, pour charger des tribunaux spéciaux ayant le pouvoir de faire des arrangements, de mettre de côté les dettes et de réduire les intérêts, de s'occuper des dettes des agriculteurs?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre à mon collègue en lui disant que nous sommes au courant de cette situation depuis déjà quelques mois. Nous avons créé un comité de consultation à cet effet. Nous attendons les recommandations du comité d'ici les prochaines semaines et nous agissons en conséquence.

[Traduction]

ON DEMANDE DE PROLONGER LE MORATOIRE SUR LE REMBOURSEMENT DES PRÊTS

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le gouvernement appliquera-t-il le moratoire imposé sur les prêts de la SCA à tous les prêts agricoles tant qu'il n'aura pas adopté de politique sur les dettes agricoles, ou bien la politique du gouvernement consiste-t-elle à permettre les saisies en série qui se font actuellement?